



COMMUNIQUE

TF1 et Bouygues doivent reclasser tous les salariés de Métronews

La cessation de la parution du journal Metronews n'est, hélas, ni une surprise, ni une bonne nouvelle pour les salariés.

Les quotidiens dits gratuits, mais en fait payés par les consommateurs par le biais de la publicité répercutée sur la vente des produits, n'ont jamais trouvé un véritable équilibre.

Le SNJ-CGT avait mené la fronde dès son origine contre ce type de publication ; en effet, un journal doit dépendre avant tout de ses lecteurs et de leur acte d'achat et non des seuls annonceurs.

En outre, ces quotidiens ont fait la preuve de leur nuisance sur le plan social (avec un recours à de nombreux précaires) et sur le plan de l'information avec un traitement « low cost » et une absence de parution pendant les périodes de fêtes ou les vacances.

Le groupe TF1 prend prétexte de la crise du marché publicitaire pour annoncer l'arrêt de Metronews, mais cette prétendue crise n'est pas nouvelle. En revanche, le groupe Bouygues entend faire le ménage dans ses actifs alors que son activité d'origine, le BTP, est entrée elle aussi en récession.

Les salariés sont les premières victimes de ces politiques hasardeuses des grands groupes qui avaient considéré l'information comme un secteur à fort potentiel par son attraction pour capter de nouveaux marchés publicitaires.

L'arrêt des 11 éditions régionales de Metronews, présentes dans 33 agglomérations, va entraîner la suppression de 60 emplois ; et c'est compter sans les pigistes, les distributeurs, les sous-traitants, etc. Le groupe compte s'en tirer à bon compte en annonçant de possibles reclassements internes au sein de TF1.

Le SNJ-CGT condamne cet arrêt de Metronews et se tiendra auprès des salariés pour que tous se voient offrir un reclassement.

Montreuil, le 22 mai 2015

SNJ-CGT